



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE**

---

#### **Maîtrise d'œuvre pour le désenfumage du bâtiment A**

---

N° du CCAP : 26-CHMN-MOE-BatA-002

**Groupeement Hospitalier des Territoires d'Auvergne  
Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand**

**CENTRE HOSPITALIER MONTLUCON – NERIS LES BAINS**  
18 Avenue du 8 Mai 1945  
BP 1148  
03100 MONTLUCON

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3- Intervenants.....	4
3.1 - Contrôle technique .....	4
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
3.3 – Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 – Protection des données à caractère personnel.....	5
6 - Missions.....	5
7 - Durée et délais d'exécution .....	6
8 - Prix .....	6
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
8.2 – Forfait de rémunération provisoire et définitif .....	6
8.3 – Modalités de variation des prix.....	6
9 - Garanties Financières .....	7
10 - Avance .....	7
10.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	7
10.2 - Garanties financières de l'avance .....	7
11 - Modalités de règlement des comptes .....	7
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
11.2 - Pourcentage de rémunération par élément.....	8
11.3 - Présentation des demandes de paiement.....	8
11.4 - Délai global de paiement.....	9
11.5 - Paiement des cotraitants.....	9
11.6 - Paiement des sous-traitants.....	9
12 - Engagement du maître d'œuvre .....	10
12.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux .....	10
12.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux .....	10
13 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
13.1 - Présentation des livrables .....	12
13.2 - Emission des ordres de services .....	13
13.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs .....	13
13.4 - Instruction des mémoires en réclamation.....	14
13.5 - Achèvement de la mission .....	14
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	14
15 - Développement durable .....	14
16 - Pénalités.....	15
16.1 - Pénalités de retard .....	15
16.2 - Pénalités pour travail dissimulé.....	16
16.3 – Autres pénalités spécifiques.....	16
17 – Dispositifs de vigilance .....	16
18 - Assurances.....	17
19 – Clauses de réexamen et modifications en cours d'exécution du marché .....	17
19.1 – Clauses de réexamen .....	17
19.2 – Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage .....	17
19.3 – Modifications qui s'imposent maître d'ouvrage.....	18
19.4 – Suivi et classification des modifications apportées au marché de travaux .....	18

20 - Résiliation du contrat .....	18
20.1 - Conditions de résiliation .....	18
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
20.3 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	19
20.4 – Cas particulier : Arrêt des prestations du Maître d’œuvre au terme de chacune des parties techniques des éléments de mission de maîtrise d’œuvre. ....	19
21 - Règlement des litiges et langues.....	19
22 – Dérogations .....	20

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre pour le désenfumage du bâtiment A.

Lieu(x) d'exécution :

CH MONTLUCON – NERIS-LES-BAINS  
Bâtiment A  
18, avenue du 8 Mai 1945  
03100 MONTLUCON

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

# **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes (dont l'annexe financière)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes 1 à 7 comprenant le cahier des charges SSI,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG – Maîtrise d'œuvre) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.
- L'offre technique du Maître d'œuvre, composée de pièces écrites y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point, dont le mémoire technique des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

# **3- Intervenants**

## **3.1 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

## **3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Le coordinateur SPS sera désigné ultérieurement.

## **3.3 – Coordination des systèmes de sécurité incendie**

ICS Lanquette, 1, avenue de la République, 63170 Pérignat-lès-Sarliève  
Tél : 06 48 68 36 14 - Mail : [contact@ics-lanquette.fr](mailto:contact@ics-lanquette.fr)

Le contenu de la mission confiée est conforme à la norme NF S61-931 de février 2014.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 – Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-MOE, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

## 6 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Éléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Etudes de diagnostic
APS / APD	Avant-projet sommaire / Avant-projet définitif
PRO / DCE	Etudes de projet / Dossier de Consultation des Entreprises
AMT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
PC	Permis de construire
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

### **Les phases APS et APD seront soumises à validation du maître d'ouvrage.**

La mission DET comprend la convocation de tous les intervenants nécessaires à la réunion de démarrage de l'opération et aux réunions de chantier y compris le Coordinateur SPS et le Contrôleur Technique. La comptabilisation des présences, retards et absences dans les comptes rendus y compris du Coordinateur SPS et du Contrôleur Technique est due par le maître d'œuvre au titre de la mission DET.

Le MOA se réserve le droit d'interrompre le marché à l'issue de chaque phase de la mission du MOE conformément à l'article 20.4 ci-dessous.

## 7 - Durée et délais d'exécution

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.  
L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.  
Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

## 8 - Prix

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 8.2 – Forfait de rémunération provisoire et définitif

Le forfait de rémunération fixé à l'acte d'engagement est provisoire conformément aux dispositions des articles R2432-6 et R2432-7 du Code de la Commande Publique.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique par la rédaction d'un avenant.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

### 8.3 – Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de remise de l'offre finale. Cette date permet de définir le "mois zéro".

La révision est calculée ainsi :

Les prix sont révisés annuellement, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 (ING (n) / ING (o)))$$

Selon les dispositions suivantes :

- P = prix révisé
- Po = prix initial
- ING Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- ING Index (n) : valeur de l'index au mois précédant la révision.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING Ingénierie « Index divers de la construction -ING- Ingénierie - Base 2010 ».

## **9 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **10 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG – Maîtrise d'œuvre.

### **10.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **10.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **11 - Modalités de règlement des comptes**

### **11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIAG	Après la validation de l'élément de mission	100.0
APS / APD	Après la validation de l'élément de mission	100.0
PC	Après la validation de l'élément de mission	100.0
PRO / DCE	Après validation de l'élément de mission	100.0
AMT	Après acceptation de la mise au point des marchés de travaux	100.0
EXE	Au démarrage des travaux, après fourniture de l'ensemble des documents d'exécution	100.0
DET	A la fin des travaux du Rez-de-chaussée	35.0
	Après la remise du DGD des travaux du Rez-de-chaussée et après le traitement des réclamations	7.0
	A la fin des travaux du niveau R-1	50
	Après la remise du DGD des travaux du niveau R-1 et après le traitement des réclamations	8.0
AOR	A la réception des EXE4	100
OPC	A la fin des travaux du Rez-de-chaussée	35.0
	Après la remise du DGD des travaux du Rez-de-chaussée et après le traitement des réclamations	7.0
	A la fin des travaux du niveau R-1	50
	Après la remise du DGD des travaux du niveau R-1 et après le traitement des réclamations	8.0

### 11.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

### 11.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur **le portail de facturation Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;



- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- **Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26030017300010**
- **Code service : STBIO**

### **11.4 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **11.5 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

### **11.6 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## 12 - Engagement du maître d'œuvre

### 12.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre est fixé à l'acte d'engagement.

**Ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 10,0 %**

**Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)**

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

### 12.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

#### **Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :**

**Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10,0 %**  
**Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)**

#### **Comparaison entre réalité et tolérance :**

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et modifications de contrats, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

#### **Conséquences du non-respect de l'engagement :**

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

**Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 20,0 %**

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R, 2432-4, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

## **13 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

#### **Processus de remplacement d'une personne nommément désignée**

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### 13.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai après date de validation	Nombre d'exemplaires
DIAG	Etudes de diagnostic	2 semaines	Un exemplaire à télécharger (format PDF et DWG)
APS / APD	Avant-Projet Sommaire Avant-Projet Définitif	2 semaines	Un exemplaire à télécharger (format PDF et DWG)
PC	Permis de construire	2 semaines	Un exemplaire à télécharger (format PDF)
PRO / DCE	Etudes de projet Dossier de consultation des entreprises	2 semaines	Un exemplaire du DCE final à télécharger (format DOC – XLS - PDF et DWG)
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines	Deux exemplaires dématérialisés (format PDF et DWG)

Chaque livrable sera validé lors des étapes de validation du planning.

La date de démarrage des éléments de mission (APS / APD) correspond à la date d'acceptation par le maître de l'ouvrage de l'élément de mission précédent.

La mission PRO / DCE démarre à l'accord par les autorités compétentes qui instruisent le dossier du permis de construire et la demande de travaux.

La date de démarrage de l'élément de mission (DOE) débute le lendemain de la réception des travaux.

Si la décision du maître de l'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

## Présentation des documents d'analyses des offres pour les marchés de travaux

Code	Désignation du livrable	Délai
Pré RAO	Pré Rapport d'Analyse des Offres (document envoyé par mail sous le format doc ou xls)	Suite à la Commission d'Ouverture des Plis, le maître d'œuvre a <b>10 jours ouvrés</b> pour fournir au maître de l'ouvrage un pré rapport d'analyse des offres sauf si des questions sont à poser aux candidats. Dans ce cas, une liste complète des questions à poser aux candidats (offre anormalement basse, manque de pièce dans l'offre, question sur un prix de la DPGF...) doit être rédigée et envoyée par mail au maître de l'ouvrage, au plus tard <b>10 jours ouvrés</b> après l'ouverture des plis, afin qu'elle puisse être mise sur la plateforme de dématérialisation AWS. Suite à la réception des réponses des entreprises, le maître d'œuvre a <b>10 jours</b> pour fournir un pré rapport d'analyse des offres.
RAO	Rapport d'Analyse des Offres (document envoyé par mail sous le format doc ou xls)	Suite aux remarques éventuelles du maître de l'ouvrage sur le pré rapport d'analyse des offres, le maître d'œuvre a <b>10 jours</b> pour fournir le rapport d'analyse des offres final.

### **13.2 - Emission des ordres de services**

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre dans le cadre des marchés de travaux :

Par dérogation à l'article 3.8 du C.C.A.G-Travaux, le maître d'œuvre transmettra les projets des ordres de service au maître de l'ouvrage qui les validera avant que le maître d'œuvre les notifie aux entrepreneurs.

### **13.3 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs**

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

### Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final et à mise à disposition du maître d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la mise à disposition du projet de décompte final par l'entrepreneur.

### Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

### **13.4 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

### **13.5 - Achèvement de la mission**

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

## **15 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- l'intégration des notions de cycle de vie des matériaux, des produits
- la réduction des prélèvements des ressources
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage

- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation
- les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché
- l'obligation de schéma d'organisation et de gestion des déchets

**Ce volet développement durable est décrit au travers du mémoire technique remis par le candidat. Ces indications participent notamment au jugement des offres (cf. art. 8.2 du RC).**

## **16 - Pénalités**

### **16.1 - Pénalités de retard**

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
APS / APD PC PRO/DCE	500,00 € par semaine de retard après la date planifiée par le maître d'œuvre et des avenants modificatifs des délais d'exécution du marché

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 1,0/3000 du montant de l'acompte de travaux correspondant.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 1,0/3000 du montant du décompte général.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 1,0/3000 du montant initial du marché.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

**Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.**

**Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.**

## 16.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlement relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

En application de l'article D8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents demandés dans les conditions fixées à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie l'accord cadre aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5 du code du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D8254-2 du Code du Travail et avant notification de l'accord cadre, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution de l'accord cadre, à des salariés de nationalité étrangères et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## 16.3 – Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence à une convocation	Forfaitaire	200,00 €	Cette pénalité concerne toute absence injustifiée du maître d'œuvre dûment convoqué par mail, courrier aux réunions avec le maître de l'ouvrage

## 17 – Dispositifs de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Ces obligations sont également applicables aux co-traitants.

En cas de sous-traitance, il appartiendra au titulaire de fournir au Centre Hospitalier de Montluçon – Nérès-Les-Bains les certificats et sociaux de l'entreprise sous-traitante.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.



## 18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## 19 – Clauses de réexamen et modifications en cours d'exécution du marché

### 19.1 – Clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet d'une clause de réexamen permettant, quel que soit le montant, des modifications des points suivants :

- le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 8.2 du présent CCAP ;
- d'adapter les études du maître d'œuvre en présence, le cas échéant, de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :
  - lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
  - en présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

### 19.2 – Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un acte modificatif (avenant) notamment dans les cas suivants :

- en cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;

**La rémunération est revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induits par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage.**

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du code de la commande publique.

### 19.3 – Modifications qui s'imposent maître d'ouvrage

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un acte modificatif (avenant) pour tenir compte des modifications du marché issu :

- des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- de la prolongation du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs dès lors que la responsabilité du maître d'œuvre n'est pas engagée ;

Le montant de la rémunération est revu selon l'une des modalités définies à l'article 19.2 du CCAP. Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

### 19.4 – Suivi et classification des modifications apportées au marché de travaux

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des 3 catégories suivantes :

- **Catégorie 1**: modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- **Catégorie 2**: modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;
- **Catégorie 3** : modifications initiées par le maître d'œuvre ou par les titulaires des marchés de travaux après validation de ladite modification par le Maître d'œuvre et résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables au(x) titulaires(s) de(s) marché(s) de travaux ou à d'autres intervenants à la construction à l'exception du maître d'œuvre.
- **Catégorie 4** : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie 1 et 2 peuvent donner lieu à une modification du marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies aux articles 19.2 et 19.3 du CCAP.

## 20 - Résiliation du contrat

### 20.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## **20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **20.3 - Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **20.4 – Cas particulier : Arrêt des prestations du Maître d'œuvre au terme de chacune des parties techniques des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.**

En complément des dispositions de l'article 27 du CCAG de Maîtrise d'œuvre, le Maître d'ouvrage se réserve également la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations du Maître d'œuvre au terme de l'une des parties techniques du présent marché de maîtrise d'œuvre référencées à l'acte d'engagement avant que la suivante ne démarre.

L'arrêt de la mission équivaut à une décision de résiliation du présent marché de maîtrise d'œuvre sans indemnité pour le titulaire.

## **21 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

## 22 – Dérogations

- L'article 12.2 déroge à l'article 13 du CCAG – Maîtrise d'œuvre 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG – Maîtrise d'œuvre 2021
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 3.8 du CCAG – Travaux
- L'article 13.5 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre 2021
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre 2021
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 31 du CCAG – Maîtrise d'œuvre 2021
- L'article 20.4 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG –Maîtrise d'œuvre 2021